

ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009
CCPAP 0921 S89086

En Mai fais ce qu'il te plait !



Edito

- Science et liberté

Société

- Les féminicides: les mots aussi sont des armes

Politique

- Bruits de bottes

- Entre Paris et Alger

- Quand l'état gère, tout va de travers

- Rwanda et responsabilité collective!

Monde du travail

- Leur paradis est notre enfer

- Représentativité et visibilité

- Solidarité face à la répression patronale

Mémoires

- 1er Mai : affichons partout "vive la commune, vive le 1er Mai"

- La commune de Paris, la grève de loyer la plus réprimée de l'histoire

- Dynamitons le sacré coeur

International

- Les 150 ans de la commune célébré de Paris à Karachi

- Réduire sa vie, ou réduire le travail?

2 EUROS /// N°172
MAR - AVR 2021

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Science et Liberté

On connaît tous l'histoire d'Icare qui s'est noyé dans les flots faute d'avoir suivi les avis éclairés de Dédale qui était son père. Pour s'envoler dans les cieux au-dessus de la mer ce dernier avait confectionné des ailes faites de plumes enduites de cire et par conséquent il ne convenait pas de monter trop haut afin que la chaleur du soleil ne les fassent fondre. Comme tous les mythes ce mythe est révélateur de l'esprit d'une époque qui est celle de la Grèce antique, celle qui a enfanté Aristarque, Eratostène, Démocrite et bien d'autres précurseurs de notre science moderne. Egalement révélateur est-ce que nous en avons retenu, la tragédie d'Icare est souvent vue au travers du rapport entre l'innovation technologique et ses dangers, mais nous avons tendance à en oublier le point de départ : Icare et Dédale étaient enfermés dans le Labyrinthe, une autre invention à double tranchant de Dédale, où le roi Minos les y tenaient prisonniers.

N'en déplaise à une certaine maire de Poitiers qui veut interdire aux enfants de rêver de s'envoler, Icare et Dédale n'étaient donc pas que des rêveurs, ils étaient dans un projet bien défini, celui qui répondait à un besoin humain irréprouvable et éternel. Celui de Liberté. C'est pour s'échapper du Labyrinthe que le célèbre artisan athénien fabriquait les moyens de se libérer lui et son fils de leur prison. Que l'aspiration à la Liberté soit à l'origine de notre soif de connaissance, c'est aussi ce que nous dit Sophocle dans Antigone dans son évocation de la « science hardie » avec laquelle « l'homme a dans ses mains monde », il en fait ce qu'il veut ». Pour ces philosophes la grandeur de l'Homme s'exprime dans la quête de la Liberté et c'est la Science en maîtrisant la Nature qui lui permet d'y parvenir.

Icare muni de ces ailes est donc aspiré par ce projet et malgré les dangers il veut monter plus haut, trop haut, jusqu'au moment fatal où il se brûle les ailes provoquant sa chute. Si Dédale est l'artisan ingénieux qui met à profit son savoir pour briser ses chaînes, Icare est son enfant plus téméraire qui veut repousser les limites, nous voyons là que bien avant que se forge le concept de Progrès déjà est posée la question centrale du risque encouru.

Dans cette histoire Dédale incarne le risque raisonnable, il donne à son fils des règles qui sont le mode d'emploi de son invention, en allant au-delà de ces règles Icare incarne ce que les grecs nomment l'ubris. Dans l'Illiade de Homère on retrouve ces symboles dans les figures du rusé Ulysse qui s'oppose à celle d'Achille le transgressif ; Quand au risque zéro, au principe de précaution, s'il s'accommode bien aux élans régressifs du post-modernisme constatons qu'avec lui Dédale et Icare seraient tout bêtement restés confinés dans le Labyrinthe.

Si nous savons depuis Rabelais que science sans conscience n'est que ruine de l'âme, que serait donc la science sans ce projet de Liberté ?

Un des éléments de réponse peut se trouver dans l'histoire des religions, qui nous indique comment un savoir dogmatique, où toute critique devient hérésie, peut impacter l'individu dans sa vie sociale et privée car les règles qu'il impose ne sont pas qu'un mode d'emploi (comme l'étaient les ailes d'Icare ou notre code de la route). Si la théologie est un savoir où celui qui connaît les livres sacrés peut se qualifier du nom de savant, puisqu'il en sait leur contenu, elle n'est pas une science puisqu'elle va à l'encontre de son origine historique, celle de la Liberté. En fait le conflit fondamental entre la religion et la science est un conflit qui a lieu entre l'autorité et le doute, c'est pourquoi toute connaissance qui devient autorité s'oppose à la substance même de la science en imposant des savoirs qui finissent par créer de l'ignorance.

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande -adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 172 / MAR - AVR 2021 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle de la CNT-AIT Grand Sud
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 15 Avril 2021 sur les presses d'Axion-
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme! Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous. Pour tout problème d'abonnement: abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal de la CNT AIT Toulouse. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanencetout les samedis de 17H à 19H

facebook:
@cnt-ait
toulouse:<http://WWW.facebook.com/cnt-ait-toulouse-officiel>
twitter:@cntaittoulouse:
<http://twitter.com/cntaittoulouse>

page officielle des jeunes libertaires Toulouse et alentour.

contact:
<http://jeuneslibertaires.noblogs.org/?p=238>
<http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse/>

page et profilet adresse mail de S.I.A solidaritéinternationaleantifasciste.wordpress.com

SIA-toulouse@riseup.net
<http://www.facebook.com/solidaritéinternationaleantifasciste.toulouse.1>
<http://www.facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste-Toulouse>

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.



Les féminicides : les mots aussi sont des armes ...

Comme toutes les langues parlées dans le monde, la langue française ne cesse d'évoluer ; elle se transforme en permanence ; de nouveaux mots, de nouvelles expressions apparaissent à tout moment alors que dans le même temps d'autres disparaissent sans crier gare. Ces mouvements sont la conséquence des évolutions de la société, ils reflètent les aspirations, les craintes, les angoisses, les espoirs des populations et témoignent également des rapports de force et des luttes qui animent le corps social.

Dans son maître livre, « LTI, la langue du III^e Reich », le philologue Victor Klemperer met d'une part en évidence les transformations qu'un pouvoir dictatorial fait subir à la langue allemande pour manipuler les populations et d'autre part en contrepoint, il nous précise les techniques de subversion de la langue que les opposants utilisaient pour tourner en dérision les dirigeants nazis . Le combat idéologique, le combat contre l'oppression se traduit donc aussi dans

la façon de s'exprimer. La langue est à la fois une arme et un terrain de lutte. Il y a peu, le mot féminicide s'est répandu partout et est devenu d'un usage courant, tellement banal même que les médias l'emploient aujourd'hui pour qualifier n'importe quel meurtre de femme . Si l'on s'en tient à la stricte définition du dictionnaire, le mot féminicide désigne uniquement le meurtre d'une femme commis en raison de son genre, et donc dans l'immense majorité des cas c'est la mise à mort d'une femme par un homme (il est difficile d'imaginer qu'une femme va tuer une autre femme parce qu'elle est du même sexe qu'elle) pour la seule raison qu'elle est une femme. Jusqu'à il y a peu, le terme d'homicide suffisait pour désigner tous les meurtres commis à l'encontre d'un être humain par un autre humain : que la victime soit un homme ou une femme, que le meurtrier soit un homme ou une femme, peu importait : c'était un homicide et tout le monde comprenait de quoi il s'agissait.

L'apparition du mot féminicide, la banalisation de son usage, traduisent me semble-t-il d'abord l'ampleur du sentiment de rejet que suscite le nombre de meurtres de femmes par des hommes. Les chiffres sont absolument choquants: dans notre société, depuis deux millénaires toutes les religions monothéistes réduisent la femme à un rôle de génitrice et de servante de l'homme, elle doit obéir absolument à son seigneur et maître, rester soumise et les textes sacrés justifient des châtements horribles et même le meurtre de celles qui voudraient relever la tête. Cette situation existe depuis si longtemps qu'elle est vécue comme un fait naturel par une grande partie de la population et de nombreuses mères et autant de pères enseignent encore aujourd'hui à leurs enfants la soi disant supériorité de l'homme sur la femme, la nécessaire soumission de la

femme à son mari. Ils ont ainsi le sentiment de se conformer aux traditions tant familiales que coutumières ou religieuses et ils sont persuadés que ces valeurs absurdes font partie de leur identité. La prégnance de ses idées est telle que même des hommes qui se sont libérés des croyances religieuses, qui se disent modernes continuent dans la vie courante à traiter leurs femmes comme des servantes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le nombre de meurtres de femmes par des hommes soit énormément supérieur au nombre de meurtres d'homme par des femmes. Pour autant, ces hommes qui tuent des femmes ne les tuent pas parce qu'elles sont femmes, ils les tuent parce qu'elles sont leur femme, leur maîtresse , leur fille et que quelque chose dans leur comportement, leur discours, leur manière d'être leur à déplu. Le meurtre est toujours commis dans le cadre d'une histoire particulière qui est celle qui lie le meurtrier à sa victime. C'est dans leur histoire commune que le meurtrier va puiser les causes qui nourrissent sa folie meurtrière, en tuant, il se venge d'une personne en particulier, il lui fait payer au nom de la religion, de la tradition ou de la coutume le fait d'avoir rompu le

...Là où les anarchistes à la suite des philosophes des lumières ne voient qu'une seule humanité constituée d'individus tous uniques mais partageant la même capacité pour penser et raisonner, les post modernes voient des communautés en guerre les unes contre les autres composées d'individus partageant les mêmes croyances qu'ils érigent en dogmes...

contrat réel ou imaginaire qui les liait. Et cette affirmation conserve sa valeur quand une femme tue un homme. Si l'on s'en tient donc à la définition du mot féminicide, il est clair que son emploi est inapproprié dans l'immense majorité des cas. Pourquoi alors est il devenu du jour au lendemain d'un usage si fréquent, pourquoi journalistes, politiques, universitaires l'emploient-ils sans retenue ? Et au final, pourquoi rendre responsable d'un acte commis par une personne particulière sa communauté toute entière ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit, en le qualifiant de féminicide, l'acte fou d'un individu se transforme en une péripétie dans le soi disant combat qui oppose la communauté des femmes à la communauté des hommes . Qu'importe la personnalité du criminel ou celle de sa victime, ils sont nous disent les inventeurs du mot féminicide les soldats perdus d'une guerre à les en croire aussi vieille que l'humanité, celle qui oppose les hommes, esclaves de

l'idéologie patriarcale aux femmes, celle qui fait des hommes les oppresseurs des femmes. Il a tué nous disent ils uniquement parce qu'il est un homme, et elle a été tuée uniquement parce qu'elle est une femme. Les déterminants « homme » et « femme » deviennent ainsi les uniformes qui servent à masquer les identités particulières, les singularités de la victime et de son bourreau . L'idéologie post-moderne très en vogue actuellement affirme que l'humanité est constituée de communautés toutes distinctes, toutes opposées les unes aux autres ; certaines sont fondamentalement oppressives, d'autres sont opprimées. Du point de vue des théoriciens post-modernes, les individus sont déterminés par leur appartenance à une ou plusieurs communautés et c'est à partir de cette conviction qu'ils appartiennent à une communauté possédant une histoire

propre, unique, exceptionnelle, une histoire et des valeurs qui différencient leur communauté des autres vues comme concurrentes ou ennemies, que ces individus vont en grande partie construire leurs identités personnelles. Là où les anarchistes à la suite des philosophes des lumières ne voient qu'une seule humanité constituée d'individus tous uniques mais partageant la même capacité pour penser et raisonner, les post modernes voient des communautés en guerre les unes contre les autres composées d'individus partageant les mêmes croyances qu'ils érigent en dogmes. Quand l'homme des lumières en toute logique se définit d'abord comme un être humain doué de pensée et de liberté de décision (un individu), le post-moderne affirme en premier son appartenance à sa communauté, sa qualité d'individu autonome passe



après. La guerre de tous contre tous règne donc dans la société post-moderne, c'est la société du chaos. Pourtant, malgré sa prétention à incarner la modernité, il n'y a rien de bien nouveau dans cette monstrueuse utopie : tous les pouvoirs depuis que les sociétés se sont hiérarchisées ont cherché à diviser la population de leurs assujettis en blocs antagonistes, à les opposer les uns aux autres pour ainsi assurer leur domination. Diviser pour mieux régner est une maxime que les maîtres de toutes les époques et de tous les pays appliquent sans rechigner. Un caractère physique, la race, la langue, le métier, l'origine, la nationalité, la religion etc etc n'importe quel motif à condition qu'il soit présenté comme essentiel, transcendant, à condition qu'il soit mythifié peut être utilisé pour monter une population contre une autre. En son temps, le grand timonier communiste chinois Mao, pour conserver le pouvoir n'a pas hésité à lancer les jeunes et fanatiques gardes rouges lors de la révolution culturelle à l'assaut du vieux monde ; au final quelques millions de

personnes, enseignants, petits commerçants indépendants, petits cadres payèrent de leur vie la soif d'ambition du dictateur. Plus récemment l'histoire du génocide rwandais constitue un magnifique exemple des catastrophes que peut générer la fracturation d'une société. Au XIXe siècle, pour assurer leur domination, les colonisateurs allemands puis belges ont suscité des antagonismes violents entre deux communautés : hutus et tutsis, tous parlant la même langue, de même origine, partageant les mêmes croyances, les

un éleveurs, les autres agriculteurs. Pour les opposer, le pouvoir colonial fait apparaître l'origine ethniques des individus sur les papiers d'identité, invente une origine noble aux uns, les considère mieux, leur accorde certains avantages. Au fil du temps, les oppositions entre les deux

communautés s'amplifient, les haines apparaissent. Le pays devient indépendant, malgré cela, les conflits prennent de l'ampleur jusqu'à ces jours de 1994 où le pouvoir hutu dominant (ce sont les plus nombreux) décide d'exterminer les « cancrelats » tutsi. Cent jours de folie meurtrière, huit cent mille morts, le dernier génocide du XXIe siècle. Et ces deux événements n'ont rien d'exceptionnel, l'histoire passée regorge de monstruosité semblables. Tous les politiciens, apprentis sorciers, qui pour satisfaire leur égo et leur ambitions divisent l'humanité en fragments ennemis devraient méditer ces exemples. Pour nous anarchistes, il n'existe sur cette terre qu'une seule humanité et chacun des individus qui la constitue est unique, constitue un monde à lui seul. Une société véritablement humaine se devrait de n'avoir comme objectif que donner à tous les être humains et à chaque être humain les moyens de s'épanouir comme il le souhaite et conduire sa vie comme il l'entend.

Communiqué presque imaginaire :

CGT Police et CGT pénitentiaire protestent avec la plus grande énergie contre l'agression dont ont été victimes leurs militants présents hier dans le Service d'ordre de la CGT de la part de nervis d'extrême droite.

Que l'extrême droite s'en prenne à des collègues, honnêtes fonctionnaires qui mettent leurs compétences professionnelles au service de la cause du prolétariat, nous émeut et nous attriste. Plus jamais ça, assez de divisions entre nous !

Sous l'uniforme bât le coeur d'un travailleur !

p.c.c. CGT Police et CGT pénitentiaire

Ils parlent de nous !

Dans le tome 9 de l'Encyclopédie Internationale (1) , on peut lire une reprise de notre brochure : La santé par la révolution, la révolution par la santé – Les anarchosyndicalistes et la santé pendant la révolution espagnole 1936/1938 2 tomes. CNT-AIT En ligne sur notre site et en vente. La Mairie de Paris et France culture ont repris des éléments de notre brochure (NDR: !!!) : Les grèves de loyer : Action directe contre la vie chère pour un logement digne 2 tomes notamment l'article sur "la Commune : la grève de loyer la plus réprimée de l'histoire " , en complément par France Culture et par la Mairie de paris sur son expo virtuelle sur la Bibliothèque de paris . 1.éditions syllepses L'autogestion tome9 pages 59 à 70

Tout comme nos brochures, Anarchosyndicalisme est lu ! Proposé en table de presse malgré les aléas des mesures covid, envoyé à l'étranger, disponible en version numérique, il ne vit que par ses abonnés. Il est donc vital pour nous que vous le fassiez connaître et que vous soyez attentifs aux réabonnements.

On a lu et aimé :

- Charles Macdonald: "l'Ordre contre l'harmonie Anthropologie de l'anarchie" edit : Petra Barbara Stiegler. " De la démocratie en Pandémie" Tracts N° 23 Gallimard
- Jordi Vidal: "Résistance au chaos" Edit : Allia
- "Servitude et simulacre" Edit : Allia

Bruits de bottes

Faut-il s'en inquiéter ? On entend beaucoup de bruits de bottes dans le monde actuellement, nombre de dirigeants tiennent des propos guerriers, ça cogite ferme au sein des états majors, les provocations, les menaces guerrières s'enchaînent ; les actes de guerres avec leur cortèges de victimes se multiplient . Il y a bien sur les foyers de guerre habituels : au Yémen, en Irak, en Syrie, en Éthiopie, au Mozambique, en Birmanie, au Sahel etc (on ne peut les citer tous tant il y en a !) par dizaines, par centaines, par milliers parfois, au nom de la religion, d'un drapeau, d'une ethnie, d'une idéologie, de la liberté ou bien du dieu dollar on étripe, on tue, ou égorge, on viole, on torture, on détruit, on brûle, on rase, on extermine etc...

Rien que de très banal vous dira n'importe quel historien, l'horreur habituelle qui est celle générée par un système que nous combattons, l'horreur à laquelle nous, simples êtres humains ne parviendrons jamais à nous habituer ; mais rassurons nous toutes ces guerres aussi dévastatrices soient elles ne menacent pas la prospérité de l'occident. Au contraire même par certains cotés elles y participent puisqu'elles donnent du travail à tous les salariés des industries d'armement, puisqu'elles permettent à tous les actionnaires de ces mêmes entreprises de se remplir les poches. Non si inquiétude nous devons avoir, nous citoyens européens c'est plutôt du côté des « grandes puissances » que nous devons regarder. Les États Unis d'abord ; ils sont en train de perdre leur statut de première puissance mondiale et ça ne leur plaît pas du tout. La Chine ensuite, en apparence tout va pour le mieux, l'économie tourne à fond et l'état chinois dirigé par le parti communiste aspire à prendre bientôt la place de leader mondial; Xi Jing Ping, règne sans partage sur un milliard trois cents millions de chinois mais pour parvenir à ce poste, il a du s'engager à redonner à la Chine son rôle de première puissance et à reconquérir Taïwan, île indépendante, protégée par les américains, mais historiquement territoire chinois. S'il veut conserver son poste de dirigeant et ne pas décevoir les membres du parti communiste chinois qui l'on nommé, sa tâche est donc ardue. De Gaulle pour justifier sa volonté inflexible de doter la France de l'arme atomique expliquait qu'aucun état n'accepterait jamais de sacrifier une grande partie de sa population pour défendre les intérêts d'un allié quel qu'il soit. C'est sans doute sur ce genre d'intuition que Xi Jing Ping base sa stratégie de conquête : les États Unis n'iront pas jusqu'à l'affrontement nucléaire, ils abandonneront Taïwan avant. Quand il s'agit de taquiner un éléphant, n'importe quel chasseur vous dira qu'il vaut mieux être accompagné et justement, à Moscou, Poutine nourrit des griefs sérieux à l'encontre de l'occident et des américains. C'est bien connu, le fait d'avoir un adversaire commun créé des liens et permet de trouver plus facilement des terrains d'entente. On sait que Xi Jing Ping et Poutine se sont parlés, on ne sait pas ce qu'ils se sont dit mais on peut l'imaginer : « Tu m'aides à reprendre Taïwan... » « Tu m'aides à solutionner mes problèmes avec les

occidentaux, Ukraine , Crimée etc.... ». Il ne s'agit bien entendu que de spéculations, d'hypothèses gratuites. En mer de Chine pourtant, les provocations entre marine chinoise et Taïwanaise se multiplient, en Ukraine le canon tonne de plus en plus souvent, le nombre des victimes augmente. Les gouvernements occidentaux assistent en poussant des cris d'orfraie à ces déballages de violence, les militaires manoeuvrent, les affaires des marchands d'armes sont au beau fixe. Bien sur nous préférierions quand à nous que les diplomates trouvent un terrain d'entente, que les armes rouillent au fond des arsenaux, que nos spéculations, nos idées noires restent des élucubrations et finissent au fond d'une corbeille à papier mais même si fort heureusement il en était ainsi, resterait une évidence incontournable, une vérité absolument terrible qui met en lumière la réalité de la société humaine; sur cette Terre, la vie de plus de sept milliards d'êtres humains dépend simplement et totalement du bon vouloir d'une dizaine d'hommes ou de femmes d'états, élus de républiques dites démocratiques ou dictateurs, tous également imbus de leur pouvoir, à l'ego démesurément enflé, uniquement préoccupé à satisfaire leur ambition et leur addiction au pouvoir. L'arme atomique donne à ces individus un pouvoir absolu sur nos vies, nous tous africains, européens, asiatiques, américains ou océaniens, quel que soit notre statut social nous sommes totalement à leur merci. Que vaut donc ce que nous appelons notre liberté dont nous sommes si fiers puisque nous sommes en permanence sous la menace d'un cataclysme déclenché à la suite d'une simple engueulade entre dirigeants, de la lubie de l'un d'entre eux ou même d'une banale erreur de programmation. L'extraordinaire est que nous tous, membres de la communauté humaine mondiale acceptions de vivre dans cet état d'insécurité permanente alors qu'il nous suffirait après avoir rejeté dans les oubliettes de l'histoire tous les politiciens dominateurs avec leurs valeurs religions, nations, états causes de tant et tant d'horreurs, de reprendre nos affaires en main en dotant notre société d'une démocratie véritable.



Entre Paris et Alger

Dans le Monde daté du mardi 13 avril, un article intitulé « Entre Paris et Alger, l'introuvable embellie » nous informe sur les avanies des relations diplomatiques entre la France et l'Algérie : une visite prévue de longue date du premier ministre Jean Castex en Algérie vient d'être « reportée » (terme diplomatique) officiellement pour des raisons protocolaires.

Le journaliste écrit que la composition de la délégation officielle française n'était pas selon les autorités algériennes assez prestigieuse, parce que notre premier ministre ne se faisait pas accompagner de suffisamment de ministres. Dans les ruelles de la casbah d'Alger, sur les places et les marchés du pays, c'est pourtant de toutes autres interprétations qui circulent. La rencontre récente entre le chef d'état-major de l'armée française et son homologue algérien (rencontre bien documentée) a nourri dans la population algérienne bien des craintes et nous pensons quand à nous que les citoyens algériens ont bien des raisons de s'inquiéter : un simple coup d'œil sur la situation géopolitique de cette partie du continent africain est éclairant. Empêtrée dans son engagement au sahel à la poursuite d'insaisissables islamistes, la France cherche désespérément des alliés : cette guerre coûte cher, est de plus en plus impopulaire en France (les élections approchent), et même les populations sahéliennes trouvent de mauvais goût la protection militaire que nous leur fournissons. Hélas, les états européens, "nos" (ou plutôt ceux de l'État et de son gouvernement) alliés refusent obstinément de s'engager à "nos" coté (ils se contentent d'un soutien matériel et d'encouragements). Or l'Algérie dispose d'une armée parfaitement structurée, bien équipée (c'est sinon l'armée algérienne, en tout cas sa hiérarchie qui en réalité tient les manettes du pays et capte à son profit une grande partie de ses richesses) et pourrait donc venir épauler l'armée française, voire carrément la remplacer. La sortie de ce borbier serait pour le candidat Macron un argument de campagne avantageux : se présenter devant les électeurs avec une colombe sur l'épaule, n'importe quel politicien en rêve. Et donc, la diplomatie française s'emploie depuis déjà quelques temps à préparer le terrain : les relations entre les présidents français et algériens sont au beau fixe, de vieux contentieux ont été solutionnés, (la France a reconnu enfin ses torts et responsabilités dans la guerre d'Algérie), les chefs d'état-

majors des deux armées se sont rencontrés, les ministres ne ménagent pas leur peine. Las, en Algérie comme ailleurs, tout effort mérite salaire et si l'on en croit la « vox populi » algérienne, c'est le niveau de la compensation que la France va devoir régler à l'état algérien pour prix de son engagement qui, pose problème, qui explique le report de la visite de Jean Castex. Avec bon sens, l'homme de la rue algérien estime que les généraux algériens sont prêts à foncer, mais ces derniers estiment que les risques sont grands, que la patate est très chaude (d'où l'attitude de réserve des états européens) et donc ils font monter les enchères. Comme dans toute discussion entre marchands de tapis, les deux adversaires utilisent tous les arguments pour valoriser leur marchandise : les généraux font valoir que la guerre contre l'islamisme (les années noires) a tué plus de cent mille personnes, qu'il ne faut pas réveiller les vieux démons et ils se disent très mécontents du soutien affiché de la France au régime marocain (leur ennemi héréditaire), de la création d'une section de citoyens marocains adhérents à La République en Marche dans le Sahara Occidental, territoire revendiqué à la fois par le Maroc et le Front Polisario lui même soutenu par l'Algérie ; les négociateurs français quand à eux jouent sur le fait que l'Algérie a besoin d'argent pour acheter la paix sociale (son économie est exsangue, les ressources pétrolières se sont effondrées, le peuple est en révolte permanente (manifestations du Hirak : un mouvement social de révolte qui par certains cotés s'apparente au mouvement des gilets jaunes cf notre brochure ALGERIE : 2001 - 2019, INSURRECTIONS POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE , <http://cnt-ait.info/2019/07/19/algerie-2001-2019/>). Pendant ce temps, les peuples algériens et français assistent en témoins muets à ces joutes. Au final, nul doute que les deux gouvernements parviendront à s'entendre : les contribuables français paieront, les conscrits algériens (l'armée algérienne est une armée de conscription) iront gratuitement verser leur sang au Sahel pour la « défense de la paix », et ce n'est pas être prophète que de parier qu'une bonne partie de la contribution française disparaîtra dans des « poches très profondes ».

Enfin, nous nous permettrons une remarque relative à l'article du Monde que nous avons cité : rien de faux dans tous ce qui est écrit, aucun mensonge, aucune fake-news, simplement quelques omissions...

pour nous rencontrer :

Passez discuter autour d'un café, tout les samedis de 17 H à 19 H. Au 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse.

ou passez aux tables de presse sur les marchés : Samedi matin au marché de Montauban, Dimanche matin à Toulouse (Jules Guesdes 10 H 30, et St Aubin 12 H 30.

Sur internet : contact@cntaittoulouse.lautre.net ou le site <http://www.cntaittoulouse.lautre.net>

facebook : cnt-ait toulouse

QUAND L'ÉTAT GÈRE, TOUT VA DE TRAVERS :

Un petit marché au temps du COVID, sa désorganisation orchestrée par les autorités municipales et préfectorales, les résistances qui se font jour.

Ville d'art et d'histoire, connue pour ses ruelles médiévales pittoresques, cette petite ville s'enorgueillit à juste titre de son patrimoine et n'hésite pas à vanter le charme de son marché hebdomadaire dans toutes ses opérations de communication. Des tas de politiciens de première bourre ont eu droit à une visite guidée de ce fameux marché, tellement authentique, tellement emblématique d'une France éternelle, tellement représentatif d'une France qui se lève tôt etc etc..

A la suite de la crise Covid, ce magnifique marché, fleuron publicitaire de la ville, se transforme brutalement en un lieu infréquentable et subit de plein fouet les foudres conjuguées de la sous-préfecture et de la municipalité. Les temps de crise ont ceci de bon qu'ils révèlent au grand jour ce que l'on voudrait tenir caché : si les masques chirurgicaux ont fleuri tardivement sur les visages des citoyens, d'autres masques, ceux de des politiciens qui affichaient volontiers leur souci de la démocratie et leur intérêt pour le sort des petites gens sont tombés (il faut bien avouer que ces masques là ne tenaient déjà plus très bien).

A l'échelon de notre petite cité, la gestion de la crise a été aussi cacophonique et chaotique qu'au niveau national : incohérence et opacité des décisions ont été comme ailleurs au rendez-vous.

Mais revenons sur le terrain, au début du premier confinement et intéressons-nous à cette catégorie sociale des commerçants non sédentaires qui rassemble sur les places des villes et des villages toutes sortes de gagne-petits : agriculteurs cherchant à vendre leurs produits sans intermédiaires, revendeurs de fruits et légumes, artisans de toute sorte, commerçants itinérants vendant des vêtements, des produits divers etc. Tous ces gens « de peu » ont bien évidemment fait les frais des mesures anti-Covid tandis que les grandes surfaces (dans lesquels on respire un air climatisé et recyclé très propice à la redistribution gratuite de virus) ont vu leur marge bénéficiaire augmenter de 50 à 70 %; Fait notable en même temps que les actionnaires des enseignes de la grande distribution voyaient leurs revenus s'accroître de façon exponentielle, les employés de ces mêmes enseignes voyaient leurs salaires baisser : preuve une fois encore que la théorie du ruissellement pourtant si vantée par nos dirigeants relève du fantasme et du trompe couillon.

Les marchés de plein-air comme leur nom l'indique clairement sont bien ventilés et donc n'ont aucun des caractères des lieux clos si propices au développement des virus et à la contamination. Pourtant, c'est à l'encontre des ces places publiques et de ces marchés que les autorités préfectorales allaient déchaîner leurs foudres sanitaires en instaurant un régime visant à la dispersion des

exposants, les plaçant à des années lumières les uns des autres, entourant les stands de ru balise si bien que l'on aurait pu se croire sur un lieu de crime ; or le crime a bien eu lieu : c'est le marché qui était mort.

Au tout début de l'épidémie, le marché fut tout bonnement fermé, puis après quelques semaines, il rouvrit... mais seuls quelques exposants purent en bénéficier (une dizaine sur plus de 150 en temps normal) : l'attribution des autorisations se faisant dans une totale opacité. Les autres se virent accorder des heures de vente en « drive », (l'espace habituel du marché étant devenu trop restreint du fait de l'application de ces mesures) propulsés en des lieux « lunaires » parfaitement désertiques, mais bien entourés de ru balise et de barrières métalliques, sans doute pour les protéger de hordes de clients déchaînés avides de pillage; or dans ces lieux excentrés, de clients il n'y en a pas.

Comment vous demanderez vous, amies lectrices, amis lecteurs, des idées aussi « bonnes » peuvent elles être appliquées dans des municipalités ? C'est qu'elles ont tout simplement été élaborées par des spécialistes des marchés, des personnes formées pour organiser, restructurer ces espaces, des gens dont la compétence et le savoir-faire ne souffre absolument aucune discussion ! Lorsque l'aide précieuse de

ces experts fait défaut, la gestion d'un marché est confiée généralement à un conseiller municipal qui ne sait rien du fonctionnement d'un marché, de son organisation. Ces décisions reçoivent ensuite l'aval du maire (le plus souvent un notable local dont les préoccupations sont habituellement éloignées du marché). La police municipale, surveillée de près par la sous-préfecture va ensuite se charger de faire appliquer à la lettre tous ces nouveaux règlements.

Les principaux intéressés, tous qui dépendent pour leur gagne pain du marché, n'ont eu rien à dire pendant tout ce temps ; personne ne leur a demandé leur avis !

Ce qu'il faut bien comprendre du fonctionnement d'un marché, c'est que la place qu'occupe un marchand est absolument fondamentale pour son chiffre d'affaire, pour son revenu. Cette place qu'il occupe très régulièrement depuis des années voire des décennies, pour laquelle il paye un petit loyer à la mairie, est reconnue comme sienne par ses collègues et personne ne songerait à la lui contester, c'est surtout la place où ses clients ont l'habitude de le trouver : le déplacer revient à désorienter sa clientèle et donc à saborder son revenu. Visiblement les éminents spécialistes des marchés semblent ignorer cette simple vérité, à moins qu'ils ne s'en contre foutent.

Mais c'est justement ce grand chambardement, ces déplacements



incessants (après la réouverture progressive du marché à chaque fois qu'un nouveau contingent d'exposants est intégré, tout le monde doit se déplacer pour pouvoir fonctionner en respectant les normes de distanciation sociale et les espacements entre les différents stands) qui vont inciter les gens à refuser d'obéir aux ukases de la mairie parce qu'ils les appauvrissent et parce qu'ils témoignent d'un manque total de considération à leur endroit. Ils se sentent réduits au rang d'objets déplaçables à loisir, leur dignité est bafouée et la grogne commence à monter.

Ce sont les « non essentiels », les « non alimentaires », les « non A » comme dirait l'auteur de SF Van Vogt qui vont les premiers se révolter : eux sont restés deux mois sans travailler. Un jour, entre deux et trois heures du matin, ils arrivent en convoi bien organisé et occupent nuitamment leur place habituelle, celle d'avant le Covid, déterminés à rester « quoi qu'il en coûte » comme dirait l'autre. Cette détermination provoque évidemment des grincements de dents du côté des autorités qui sont pourtant obligés d'accepter le fait accompli.

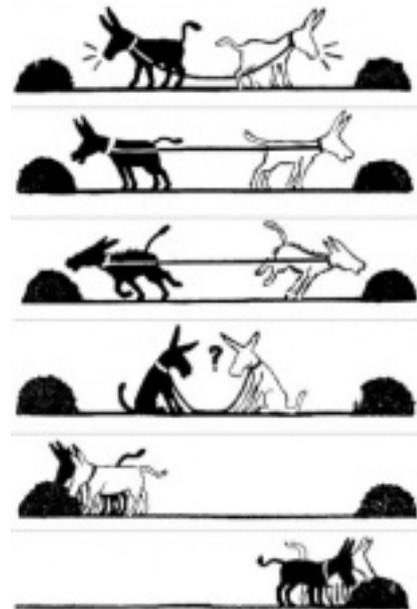
Ce bel exemple d'action directe spontanée suscite vite des vocations et bientôt c'est au tour des « alimentaires » de ruer dans les brancards, de refuser de changer de place pratiquement à chaque marché, de refuser de voir leur revenu baisser de 50 à 80 %, de refuser d'être pris pour des moins que rien. Eux aussi décident de réintégrer leurs places habituelles malgré les tentatives d'intimidation.

Brutalement, la mairie prend conscience de l'existence du peuple des travailleurs du marché et une réunion est proposée qui entérine dans les grandes lignes leurs volontés. Une fois de plus, une lutte modeste prouve qu'il est possible de faire reculer les autorités grâce à une action directe collective, qu'il est possible d'inverser le rapport de force entre les autorités et le « peuple ».

Soyons clairs, cette très modeste lutte ne va pas transformer ces gens

en révolutionnaires, mais l'expérience qu'ils ont vécu est celle d'une lutte collective victorieuse, une lutte dont ils se souviendront car généralement ce genre d'évènement marque les esprits tant il constitue une rupture: l'Autorité n'est plus ressentie comme irrésistible et indéboulonnable.

Même au niveau microscopique d'un petit marché, on retrouve les habituels ingrédients qui sont présents dans toutes les luttes: évident mépris de classe des notables, tentation d'abus de pouvoir de la part de certains détenteurs de l'autorité, tentative de la municipalité de diviser ses opposants en accordant à certains ce que l'on refuse aux autres, défense par la mairie de mesures sans réelles cohérences au nom soi disant du bien commun. Et au final tout ça se termine par un repli stratégique des autorités qui délégitime tout leur précédent argumentaire, preuve s'il en est de l'inutilité de leur existence sociale.



Rwanda et responsabilité collective !

Notre refus de participer au jeu électoral, notre refus inflexible de confier à d'autres le soin de nous représenter en nous privant en fait de la possibilité de contrôler les actes des élus et à fortiori de sanctionner ces représentants du peuple est certainement le point qui nous différencie le plus de tous les autres acteurs du monde politique ou syndical.

C'est aussi sans conteste, celui qui nous oppose le plus radicalement à tous ceux qui persistent à croire dans les vertus d'un système qui légitime la domination, de fait, de quelques individus sur la majorité de la population et qui place la soumission et l'obéissance à l'ordre établi au pinacle. Mais les normes sociales enseignées depuis le plus jeune âge, le respect des coutumes et des hiérarchies, transpirées par tous les pores de la société, sont si fortement installés dans les mentalités que c'est aussi celui qui est le plus mal compris par l'immense majorité de

la population.

Pour tout anarchiste ou anarchosindicaliste conséquent, c'est pourtant une évidence que l'histoire a mille fois confirmée : confier à une (ou plusieurs) personne le soin de gérer les intérêts d'un groupement humain sans lui donner un mandat impératif, sans mettre en place un système de contrôle, sans exiger que l'élu rende des comptes aux électeurs et puisse être révoqué par eux, en bref confier en quelque sorte « les clefs de la maison » à un individu, ne peut que générer des déconvenues qui se transforment très souvent en catastrophes. Et c'est fort de cette évidence et parce que nous sommes attachés par-dessus tout à la défense de notre liberté, que nous avons placé en tête de la charte de la CNT AIT, cette déclaration :

« Nous refusons l'idée même de démocratie représentative, et lui opposons l'exercice de la démocratie directe. Nous affirmons que chacun doit prendre part à la délibération collective et que nous

pouvons nous-mêmes prendre les décisions qui nous concernent. Dès l'instant où nous nous donnons des représentants, nous ne sommes plus libres. Notre vie nous appartient et notre volonté ne se représente pas. Tout ce que nous avons à faire, nous devons le faire par nous-mêmes ».

En vérité, l'histoire donne de multiples exemples qui prouvent que le système de démocratie représentative ne protège pas la société des fléaux qui la menacent : en effet, non seulement l' élu peut mener des politiques très opposées aux idées qu'il affichait en tant que candidat mais également, les électeurs sont capables de donner le pouvoir à des gens qui s'affichent comme leurs pires ennemis. Il ne faut donc pas s'étonner que nombre de catastrophes aient été engendrées par des dirigeants élus selon les règles démocratiques. C'est généralement à la suite d'une crise grave ébranlant la société, guerre, crise sociale, épidémie que des politiciens, affichant ouvertement leur mépris de la démocratie, leur volonté de dominer sans partage, tenant des discours haineux, violents et xénophobes, arrivent au pouvoir à la suite d'élections parfaitement régulières : dans ces moments très traumatisants, la foule des électeurs se cherche un sauveur et se laisse facilement bernier; quelques beaux discours, des promesses rassurantes, des paroles fortes, c'en est assez pour que les personnes naïves et trop confiantes se laissent charmer. Leur désarroi dans ces moments est si grand qu'on en a vu voter pour leurs ennemis mortels.

Ainsi, en 1934, un auteur espagnol séjournant à Munich rapportait une discussion qu'il avait eue avec une dame juive qui s'appretait à voter pour les nazis, lors des élections qui portèrent Hitler au pouvoir. L'esprit humain est ainsi fait et les électeurs, très naïfs et versatile sont capables de choix parfaitement aberrants. Le plus terrible est que les leçons de l'histoire sont très vite oubliées et ce qui s'est passé en Allemagne en 1934, alors certainement le pays de plus haute culture en Europe, pourrait parfaitement se reproduire aujourd'hui. Les électeurs américains ont bien été capables il y a 4 ans de porter au pouvoir un individu aussi irrationnel, imbus de sa personne et inculte que Trump, le peuple Brésilien déçu par Lula a élu un Bolsonaro.

Une fois au pouvoir, rien ne peut étonner venant de tels personnages, uniquement préoccupés à satisfaire leur égoïsme et leurs envies. L'électeur ne peut alors que s'en prendre à lui-même, mais comme il a une foi démesurée dans la démocratie représentative, comme il croit dur comme fer que ce système est le meilleur possible et que la démocratie directe est impossible, il prend son mal en patience et attend les élections suivantes pour « corriger son erreur ». Malheureusement pour lui, il s'expose inmanquablement à de nouvelles déceptions car les candidats qui lui paraissaient les plus aptes à gouverner selon ses idées deviennent des monstres d'orgueil et d'arrogance.

Le pouvoir modifie leur personnalité, fait gonfler leur égo et la satisfaction de leur ambition devient leur unique obsession. Le pouvoir rend fou est une maxime anarchiste qui souffre peu

d'exceptions et l'histoire nous donne une multitude d'exemples. Ainsi en 1981, les français ont porté au pouvoir l'union de la gauche avec à sa tête François Mitterrand. Cette élection venant après de longues années d'un pouvoir de droite, arque bouté sur la perpétuation de valeurs antisociales, suscita en particulier dans les couches les plus défavorisées de la population un déferlement d'enthousiasme. Cette victoire électorale ouvrait des perspectives de changement : l'espoir d'une transformation des rapports sociaux dans l'entreprise et la société, un monde plus égalitaire, plus juste, plus libre semblait à portée de mains.

Très vite après de premières mesures sociales accueillies avec enthousiasme, vint le temps des renoncements, celui des déceptions pour l'immense majorité de ceux qui avaient rêvés un monde meilleur. Pire encore un collectif d'historiens vient de rendre, (en fait il ne fait que confirmer et donner un blanc-seing officiel à une vérité que de nombreux témoignages, articles, reportages, livres avait mise au grand jour) un rapport sur le rôle que la France a joué dans l'effroyable génocide qui s'est déroulé au Rwanda en 1994.



La France de François Mitterrand a soutenu et fourni des armes au gouvernement Rwandais alors que ce dernier préparait, au vu et au su de tous, le génocide contre sa population ; des instructeurs militaires français ont formé les génocidaires, les soldats français n'ont pas protégé les victimes du génocide, les diplomates français, seuls parmi la communauté internationale, ont reconnu le gouvernement fantoche hutu et lui ont apporté un crédit. Pire ils ont protégé les organisateurs du génocide après la chute de ce gouvernement, et la France a, de fait, continué à livrer des armes aux génocidaires après que ces derniers se soient réfugiés au Congo. Tous ces faits se sont produits alors que François Mitterrand, l'homme qui incarnait prétendument toutes les valeurs de la gauche, dirigeait les opérations, parfaitement informé par des rapports militaires et des renseignements de la réalité des événements.

Le rapport Duclert a mis en évidence le soutien de la France au gouvernement génocidaire Hutu et si il a conclu que la France n'avait pas été complice (on est bien heureux d'apprendre que les soldats français n'ont pas pris part activement à ces massacres) mais cette non-participation active ne suffit pas à dédouaner le gouvernement français. Le prix Nobel de littérature allemand Thomas Mann s'est très douloureusement et longuement interrogé sur la responsabilité du peuple allemand suite à la Shoah et à la seconde guerre mondiale. Il a quelque part affirmé que même le citoyen allemand qui s'était opposé le plus activement au nazisme portait une part de responsabilité tant ce crime était effroyable. C'est au nom du peuple allemand que le crime a été commis, aucun allemand ne peut fuir ses responsabilités et c'est au nom du peuple français que François Mitterrand a soutenu des génocidaires ; le déshonneur qui en résulte retombe sur nous tous et plus encore sur ceux qui ont voté pour lui. Pensez-y la prochaine fois que l'on vous demandera de mettre un bulletin dans une urne.

Leur paradis est notre enfer.

L'épidémie du COVID a permis une accélération de la restructuration du système capitaliste, et ne s'embarrasse pas des questions sanitaires et humanitaires. Depuis un an le gouvernement Macron profite de cette situation pour faire passer en douce des mesures impopulaires, sous prétexte d'urgence sanitaire. Grâce à cette maladie, nous aurons droit peut être à un passeport vaccinal, vaccin obligatoire ; ils font encore et toujours de la surenchère sur la sécurité des citoyens dans la rue, avec des autorisations de sortie, confinement ou couvre-feu, et on parle même d'installer un système de reconnaissance faciale (comme en Chine) ! Et gare aux gens qui ne veulent pas se plier à ce système de sécurité globale ! Tout ça bien entendu au nom de la démocratie, mais à coup sûr c'est la mort sociale assurée.

Parallèlement dans le monde du travail, depuis le début de l'épidémie, nous assistons à une recrudescence de pression sur les salariés, surtout quand ces salariés contestent et ne veulent pas entrer pas dans le moule que les directions veulent imposer aux travailleurs des différents secteurs d'activité.

Nous assistons à des choses qui, il y a encore quelques années, semblaient impensables, comme par exemple

- la psychiatisation de la gestion du personnel chez Pôle Emploi (voir le n° 171 d'Anarchosyndicalisme!),

- le jugement purement arbitraire pour la diffusion d'un simple tract, plus que super consensuel qui dénonce les agissements de BASF connus de tout le monde dans le secteur de la chimie. Le compagnon en question a été tout simplement licencié dans le respect de l'ordre et de la loi!

- Ou alors une multiplication de convocations par la direction ou le supérieur direct ainsi qu'une pluie d'avertissements dans certaines boîtes de l'aéronautique des environs de Toulouse.

- Ou bien encore les abus de pouvoir de certains cadres, envers les salariés les plus vulnérables comme les travailleurs handicapés, qui eux font souvent des boulots ingrats.

Une autre des pressions plus que voyante est la situation des hôpitaux publics où les employés manquent de tout, le disent et le crient à tue-tête et à qui veut l'entendre, passant dans les plateaux télé, s'exprimant dans les journaux de « références » ; il est impossible que des gens comme Macron ou Castex ne puissent pas être au courant. Les travailleurs de la santé auraient plus de facilité à parler aux murs, qu'a ces gens-là.

Tout semble indiquer que l'ensemble du patronat et de la bourgeoisie française, ait décidé de mettre les travailleurs au pas. Cette épidémie de COVID leur sert de prétexte pour pouvoir encore mieux nous serrer un peu plus la vis.

Il a déjà été dit dans le précédent numéro de notre journal que tous ces apologistes de la « liberté », de Bfm-TV à LCI en passant par des « torchons » comme le POINT ou l'EXPRESS, vantent à longueur d'années la « liberté ». Visiblement cette fameuse « liberté » ne nous

concerne pas. Puisqu'ils n'hésitent pas à nous pourrir encore plus nos vies, et ce pour pouvoir gagner encore plus d'argent sur notre dos, sur notre santé. Ils gardent le pouvoir politique et économique, puis s'ils le désirent, peuvent nous renvoyer dans des conditions de vie digne du début de la révolution industrielle, et nous tirer dessus si nous ne sommes pas contents (vu à la télé : Luc Ferry !).

En attendant les industries -aéronautique et automobile- malgré la crise, ont l'air de mieux s'en sortir que les autres secteurs d'activité. Elles bénéficient des divers plans de relance de la part du gouvernement. A elles deux, elles ont déjà bénéficié de 800 millions d'euros à la fin de l'année 2020 et d'autres enveloppes seront ouvertes d'ici 2021 et 2022. A cela s'ajoutent des crédits lors de la loi rectificative en juillet 2020, et au-delà de tout ce fric versé pour ces deux secteurs, le gouvernement a prévu de verser 40 millions d'euros de subvention pour l'industrie du futur, 100 millions pour des soi-disant projets de relocalisation, et 200 millions pour la « décarbonation » de l'industrie (ha-ha-ha l'écologie a bon dos..) pour la fin de l'année dernière, c'est à dire il y a déjà 4 ou 5 mois !!!

Et s'y ajoutent encore 150 millions d'euros pour soutenir des projets divers et variés... (cf : « l'usine nouvelle », du 15/09/20). Ce qui veut dire, que du fric il y en a.

Par contre l'année dernière à la même époque quand ce gouvernement affirmait avec un aplomb scandaleux, que les masques ne servaient à rien, que les nations se volaient les unes les autres les stocks de masque sur les tarmacs d'aéroport aux quatre coins du monde, Airbus, et Renault ont, eux, reçu 20 ou 30 000 masques ffp2, ce qui a poussé les gens qui bossent dans les entreprises soustraitantes, à revenir au boulot sans masques, sans rien, et là personne n'a fait tout un « pataquès » sur le manque de sécurité de ces salariés.

Dans la société capitaliste tout travailleur actif est voué à subir les fluctuations du marché et ses restructurations, et tout travailleurs actif est un chômeur en puissance, la loi du marché est dure, mais c'est leur loi.

Et le fait de ne pas nous soumettre au diktat des « aléas du marché », fait de nous des prolétaires subversifs. Ne faisons aucune concession au parlementarisme, aux prétendues institutions ouvrières : l'organisation du prolétariat n'est basée sur aucun droit, concédé par son ennemi, puisque n'importe quel de nos « droits » peut être remis en cause. Cela ne signifie pas pour autant vivre en clandestinité et utiliser la violence terroriste comme modalité d'action, mais juste avoir conscience du monde dans lequel nous vivons. Organisons nous sans rien attendre de l'état, et soyons solidaires et combattons l'adversité.



REPRESENTATIVITE ET VISIBILITE

(Publication initiale vendredi 9 janvier 2004)

Etre représentatifs, être visibles ... Il est fréquent de voir une organisation se battre pour sa représentativité ou des militants libertaires se confier aux journalistes. Certes, l'anarchosyndicaliste n'est pas un clandestin. Nous ne cherchons pas à nous infiltrer en cachant nos idées ... mais est-ce que cela passe par la représentativité et la visibilité médiatique ? C'est ce que nous allons tenter d'analyser ici.

L'Anarchosyndicalisme et le « problème » de la représentativité syndicale.

Dans sa brochure « Les élections professionnelles contre le syndicalisme », la CNT-AIT évoque la question en parlant du « problème de la représentativité », sans dire en quoi consiste le problème. Un premier éclairage peut être apporté par ce constat : c'est surtout dans le secteur public que l'anarchosyndicalisme a retrouvé une deuxième jeunesse en France. Ceci explique peut être cela. L'activité syndicale et le droit de grève sont soumis dans le public à une réglementation rigide. La représentativité y est un enjeu, ne serait-ce que pour pouvoir lancer un appel à la grève. Dans le secteur public, tout préavis de grève doit en effet être déposé par un syndicat représentatif. Tel n'est pas le cas dans le secteur privé où le principal avantage que confère en fait la représentativité est de pouvoir se présenter au premier tour des élections professionnelles. Pour l'instant, l'essentiel (l'action des salariés et leur droit de grève) n'est pas conditionné par la représentativité. Et c'est tant mieux. Dans le secteur privé, le rapport de force supplante la notion de représentativité. Et le rapport de force, c'est l'affaire des anarchosyndicalistes.

Cette question de la représentativité syndicale travaille les politiciens de la république plus qu'on ne le pense. En ce moment, ils planchent sur la préparation d'un projet de loi qui va élargir les règles. Les grandes organisations syndicales nationales perdraient leur monopole de présentation au premier tour des élections professionnelles. La candidature serait ouverte à tous les syndicats légalement constitués. Faut-il dire avec plus de précision ce que cela signifie ? : Le pouvoir a besoin de la représentativité. Parce qu'il a besoin d'interlocuteurs afin de pouvoir contrôler l'action éventuelle des salariés, action qu'il prévoit dure, au regard des mesures « sociales » qu'il prépare. Et gouverner c'est prévoir ! Or, les interlocuteurs traditionnels sont non seulement grillés, comme la CFDT, mais, qui plus est, souvent absents des entreprises privées. A défaut de grèves, le capitalisme se contentera de merles. Un tas de petits syndicats, alternatifs, autonomes voire syndicalistes révolutionnaires et anarchosyndicalistes ont deux ou trois militants, quelques sympathisants, dans telle ou telle entreprise. Ils pourraient faire l'affaire. C'est-à-dire jouer le rôle de tampon entre l'action directe de salariés poussés à bout, et un patronat de plus en plus arrogant.

La représentativité c'est donc le problème du pouvoir, non celui des

anarchosyndicalistes. Et pourtant, depuis 30 ans, que d'énergie gaspillée dans des affaires de représentativité dans le privé !

Dernière en date : celle d'une section CNT-Vignoles au Havre, qui compterait une trentaine d'adhérents (ce qui n'est pas rien). Très significativement, dans son communiqué d'appel à la solidarité, elle fait passer au deuxième plan les préoccupations de l'ensemble des travailleurs. Que n'ont-ils commencé par mener directement la lutte, avec si possible les autres salariés, au sujet de leurs conditions de travail ? Ils auraient alors probablement vu leur patron, celui-là même qui conteste aujourd'hui leur représentativité, leur demander de se présenter comme interlocuteurs ... (auquel cas d'ailleurs, il leur aurait fallu refuser !). Car le but de la représentativité dans la lutte de classe est de remplacer le tout, l'action collective, l'Assemblée Générale des travailleurs (à ne pas confondre avec une intersyndicale

...nous vivons dans une société « d'information massive ». En « informant » on formate, ceci est dénoncé quotidiennement avec raison. Mais on peut également réprimer en informant...

!) par une simple partie (la ou les section[s] syndicale[s]). Ce qui aboutit tout d'abord et rapidement à la liquidation de ce tout (généralement : fin de l'AG) puis progressivement à l'affaiblissement de la partie (par l'institutionnalisation sous-jacente ou la répression). Subodorant ce piège, le syndicat CNT de St-Etienne (également adhérent aux Vigno-les) déclare quant à lui : « La CNT est représentative de par la réalité de son action syndicale et son indépendance financière ».

Ceci nous semble bien plus juste que de chercher une reconnaissance juridique, car, d'évidence, il n'est possible de représenter que ses militants et sympathisants. Une section CNT n'existe que par la réalité de son action et le contenu de sa réflexion. C'est cette existence de facto qui est notre objectif, et non de représenter qui que soit d'autres que nous-mêmes.

De la visibilité militante

Tout militant révolutionnaire cherche à se grouper avec les personnes qui pensent comme lui. Partant de là, il est naturel qu'il tente de se faire connaître. Des moyens existent pour ce faire.

Mais depuis une dizaine d'années, une théorie a fait son émergence. D'après cette dernière, nous pourrions utiliser les médias plus que ceux-ci nous utilisent. Cette théorie n'a que peu ou pas été débattue. Elle s'est imposée par elle-même.

Pourtant, plus que dans une société de répression brutale et directe, nous vivons dans une société « d'information massive ». En « informant » on formate, ceci est dénoncé quotidiennement avec raison. Mais on peut également réprimer en informant. Quoi de plus

simple en effet que de réprimer une envie de faire quelque chose (mettons, la révolution) en informant que les autres sont contre cette envie ? Tant pis, si ces mêmes autres refrèinent individuellement cette même envie en se référant à une information collective et normative. A ce stade là, information et désinformation se mêlent. La naissance d'une norme produite artificiellement mais massivement propagée devient une information véritable quand suffisamment d'individus sont convaincus de sa réalité. C'est toute l'histoire du phénomène dit du « sentiment d'insécurité ».

Mais ce n'est pas tout, car à ce processus d'inhibition s'ajoute le besoin de reconnaissance.

Vouloir être représentatif ou visible trouve trop souvent sa source dans un mécanisme exacerbé par notre société et bien connu des psychologues : le besoin de reconnaissance sociale. Le pouvoir s'appuie sur ce mécanisme psychologique. Il est classique d'observer qu'un individu qui « fait quelque chose » ressent l'envie que son action soit « reconnue » par autrui. Or, le pouvoir a les moyens de lui permettre d'assouvir ce besoin, tout simplement, en lui tendant micros et caméras. Or, personne ne l'ignore, l'intervention dans les médias n'est acceptable par le système que si le fond est aseptisé et si la forme est, comme on dit fort justement, « médiatique ». Très rapidement, pour continuer à passer « à la télé », notre militant révolutionnaire en mal de reconnaissance utilisera, en s'auto-censurant, un discours qui n'était pas le sien au départ mais qui est celui recevable par les médias et il adoptera la mise en scène adéquate. Et, très rapidement aussi, ce fond et cette forme deviendront son fond, c'est-à-dire sa manière de penser, et sa forme, sa façon de concevoir ses interventions. Sans compter la création de phénomènes de leadership ! Ceux qui s'agitent frénétiquement

devant les caméras, qui veulent peser sur l'événement, qui interviennent à tout propos dans la presse en tant que porte-parole de ceci ou de cela, qui font la cour aux journalistes ... devraient s'interroger sur le sens véritable du message qu'ils font en définitive passer aux autres et sur les conséquences de leur stratégie sur eux-mêmes !



SOLIDARITE FACE A LA REPRESSION PATRONALE CONTRE UN MILITANT DE LA CNT-AIT

Quelques réflexions face à un conflit du travail ...
Pourquoi lutter, comment lutter ?

Pourquoi lutter ? la réponse est évidente, le monde dans lequel nous vivons est fondamentalement injuste, inégalitaire, les écarts de richesse sont devenus incommensurables et rien absolument rien ne peut les justifier. Pire encore, ce système est suicidaire et en ce début de siècle nous découvrons chaque jour un peu plus que sa violence folle s'exerce non seulement vis à vis des humains mais également vis à vis de la nature, des animaux, de la planète toute entière. Pour s'appropriier plus, encore plus de richesses, des individus, des entreprises, des états n'hésitent pas à détruire les équilibres naturels les plus fondamentaux. Le capitalisme constitue une menace mortelle pour la vie sur la planète.

Comment lutter ? Pour nous, anarchosindicalistes, la réponse est simple : partout et en tout lieu, nous affirmons notre souci de l'éthique, notre volonté de faire respecter notre dignité, notre impératif de justice sociale, notre refus des compromis. A la force

brutale des dominants et à la violence du système, nous opposons nos valeurs, la participation de tous, la solidarité et l'entraide entre les exploités, la conscience du but à atteindre et la force que nous donne la certitude qu'il n'y a pas d'autres voies possibles, que notre lutte est juste et qu'elle est riche de sens.

Aussi, lorsque l'un de nos compagnons, porteur et défenseur de ces valeurs est victime de harcèlement dans l'entreprise dont il est salarié, poursuivi en justice et sanctionné gravement simplement pour avoir simplement affirmé ses droits et tenté de les faire respecter, ce sont tous les anarchosindicalistes qui se sentent attaqués.

Repression patronale pour étouffer toute expression libre dans l'entreprise

Dans cette entreprise de Montluçon, productrice de produits chimiques, notre compagnon J. suite à son engagement anarchosindicaliste révolutionnaire et à son militantisme subit les foudres de la direction qui d'une part essaye de lui coller sur le dos la responsabilité « e d'erreurs » dans le travail qui ne sont pas de son fait et d'autre part saisit l'occasion d'une distribution d'un tract syndical

14 ●●●●● Monde du travail ●

sur la voie publique à l'entrée de l'usine pour le mettre à pied, le priver de salaire et le convoquer à un entretien préalable à son licenciement. Le tract pourtant ne faisait qu'exprimer un sentiment largement partagé par nombre de travailleurs de l'entreprise en dénonçant le double discours d'une multinationale BASF client principal de l'entreprise, qui à la fois, se permet de donner des leçons à ses fournisseurs en se prétendant vertueuse en matière d'écologie et de pratiques sociales, alors qu'en réalité (de nombreux reportages et témoignages publiés dans une multitude de journaux, de revues et sur internet l'attestent) elle est uniquement préoccupée de maximiser ses profits, et n'hésite pas pour cela à mettre en danger la santé des populations et à opprimer ses nombreux salariés.

Dans la foulée de cette sanction aussi révoltante que disproportionnée, notre compagnon avec d'autres salariés a déclaré la création d'une section syndicale d'entreprise CNT-AIT. Lors d'une manifestation contre la loi Sécurité, notre compagnon a proposé à toutes les personnes éprises de justice de venir le soutenir en participant à un piquet lors de cet entretien. Plusieurs personnes dont des membres d'organisations syndicales (CGe, SUD, dirent leur soutien et leur volonté d'être présent. Le jour dit 25 personnes organisées (CNT AIT, CGI, CNT SO, FI), ou inorganisées (anarchistes, individuels ...) se retrouvèrent devant la porte de l'entreprise.

Les autres syndicats : si tu as besoin de rien, fais moi signe !

Notre compagnon assisté par un militant du jeune syndicat FO de l'entreprise se rendit à la convocation. Le patron lui confirma qu'il était sanctionné à cause de la distribution du tract syndical de la CNT-AIT. Le représentant FO demanda au patron « d'être indulgent car J. est âgée » etc propos assez misérabilistes et indignes car revenant à reconnaître la culpabilité de J.. Cette personne n'a clairement pas compris que nous vivons dans une société de classe, que la loi est faite par l'état pour protéger les intérêts des patrons et que se reconnaître coupable, c'est refuser de lutter, c'est accepter d'être esclave. Les 2 militants CGT présents dans l'entreprise (représentant du personnel et suppléant) brillèrent par leur absence.

Au total les militants syndiqués dans l'entreprise n'ont montré aucune empathie, ils n'ont rien fait pour solidariser les travailleurs avec notre compagnon, expliquer les raisons du conflit, dénoncer la manœuvre scandaleuse du patron et la formidable attaque contre la démocratie que constitue le fait de sanctionner une simple distribution d'un tract syndical, sur la voie publique. Ils n'ont rien

fait non plus, pour s'opposer ou au minimum dénoncer les manœuvres patronales, (embauche d'un vigile et fermeture des portes de l'entreprise pendant la durée du piquet, refus d'accorder des autorisations de sortie aux ouvriers qui voulaient soutenir notre compagnon, menaces voilées contre ceux qui se solidarisaient etc). Deux jours après, notre compagnon était convoqué au tribunal judiciaire, le patron contestant la légalité de la création de la section syndicale.



La secrétaire de l'UL CGT présente lors du piquet avait proposé publiquement de mettre notre compagnon en relation avec l'avocat de la CGT pour l'assister dans ses démarches judiciaires. Mais le lendemain, alors que nous l'appelons pour lui demander son appui comme promis, elle répondit en conseillant d'annuler la création de la section CNT-AIT : à l'évidence, il est plus facile pour certaines organisations de tenir des propos enflammés ou d'agiter des drapeaux siglés que de soutenir devant un tribunal bourgeois la cause d'un militant réprimé pour fait syndical...

Malgré le court délai pour préparer la défense (J. a reçu sa convocation le samedi pour un passage au tribunal le mardi ... les Balkany ont eu plus de temps pour préparer la leur... C'est ça la justice de classe ...), J. et les compagnons de la CNT-AIT se sont mobilisés pour trouver un avocat et préparer sa défense. Le jour dit, J. se retrouvait en compagnie de militants de la CNT-AIT devant le juge. Le lendemain, il apprenait que la création de la section syndicale était refusée. Il attend encore, privé de salaire et de revenus la nature de la sanction que la direction de l'entreprise va lui infliger.

Solidarité avec notre compagnon licencié pour fait syndical

Info de dernière minute: notre compagnon J. viens d'être licencié pour une distribution de tract. Une caisse de solidarité pour notre compagnon est ouverte, pour nous écrire voici notre adresse: CNT-AIT, 7 rue St Remesy, 31000 Toulouse. Envoyez vos chèques (ordre cnt-ait)

Si vous souhaitez faire un virement bancaire, nous contacter (contact [at] cnt-ait.info)

AGENDA

En raison du COVID, et pour éviter tout tracasseries aux gens, à cause de ce ridicule couvre-feu à 18H. Nous vous proposons de venir nous rendre visite à notre permanence
 Tout les samedi de 14H à 17H30.

Le Collectif des Travailleurs de l'Aéronautique et d'Ailleurs
 Organise régulièrement des réunions sur la situation économique du secteur de l'Aéronautique
 Pour tout renseignement contactez : CNT-AIT Toulouse
 7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):
 Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Pour les retardataires, quelques calendriers SIA restent encore disponible, 10 Euros ou plus, à demander en écrivant au journal (chèque à l'ordre de SIA). Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessité. n'hésitez pas à passer aux permanences le samedi après midi à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.
 Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)
 Pour en savoir plus :
 Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
<http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>
 L'Anarchosyndicalisme en question et Fédéreseau : <http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme>

1er mai : affichons partout « vive la commune, vive le 1er mai »

Cette année encore le 1er mai, journée internationale des travailleurs, est placé sous le signe du « confinement ». Ce n'est certainement pas complètement par hasard que le gouvernement a choisi de lever les mesures d'interdiction de déplacement et de regroupement à partir du 3 mai ...

Des rassemblements auront certainement lieux ici ou là, de manière plus ou moins spontanée. Ils seront l'occasion de rappeler le sens de la solidarité internationale que symbolise cette journée. En effet, le Premier mai nous commémorons l'assassinat par le gouvernement américain de 5 anarchistes qui luttait pour un monde meilleur, débarrassé de l'Etat et du Capitalisme.

Cet espoir d'un monde meilleurs trouvait ses inspirations dans l'insurrection de la Commune de 1871, dont nous célébrons cette année les 150 ans. Plus que jamais, alors que l'urgence d'un « autre futur » devient vitale, il est temps de clamer haut et fort « vive la commune, vive le Premier Mai ! » !

Aussi nous proposons à toutes celles et ceux qui – par choix ou par nécessité – ne pourront se joindre aux éventuels rassemblements du 1er Mai, d'afficher partout « Vive la commune, vive le 1er mai ! » (ou ce qui vous chantera), sur les panneaux d'affichages libres ou tout support adéquat, par des banderoles sur les ponts routiers ou tout point visible, bref par tous les moyens qui vous plairont. Laissons libre court à notre imagination et à notre esprit d'initiative, individuellement comme en groupe !

Les photos des affichages peuvent être envoyées à contact@cnt-ait.info, nous les publierons sur notre site internet.

A vos pinceaux ! Vive la Commune !



1871 : La Commune de Paris, la grève de loyer la plus réprimée de l'histoire

A la fin du Second Empire et au moment de la Commune, les conditions de logement des ouvriers parisiens sont déplorables. Les logements sont petits, insalubres, dépourvus de

tout élément de confort. La situation a été aggravée par les travaux du baron Haussmann qui ont livré le centre de Paris à la spéculation et rejeté les couches populaires vers les arrondissements périphériques. Pendant le Second Empire, les loyers ont plus que doublé.

16 ●●●●Mémoires●

Les salaires sont très loin d'avoir évolué dans les mêmes conditions. La guerre et l'encerclement de Paris par les Prussiens ont aggravé la situation. La plupart des ouvriers se retrouvent au chômage.

Dès sa formation en septembre 1870, après la chute de Napoléon III, le Gouvernement de la Défense nationale du Général Trochu décide d'un régime d'exception pour les loyers et les logements parisiens : les paiements des termes des locataires sont suspendus. C'est l'une de ses premières mesures, car le gouvernement est préoccupé par le risque de révolte populaire. Mais en retour l'une des premières mesures de l'assemblée conservatrice et monarchiste, élue en février 1871 et qui s'est installée à Versailles, est de mettre fin au moratoire sur les loyers. Cette disposition a certainement l'une des causes de l'insurrection qui déclenche la Commune de Paris. À tel point que certains n'hésitent pas à dire qu'elle fut «! la grève de loyers la plus réprimée de l'histoire! ». 1

L'historienne Jeanne Gaillard, sans aller jusqu'à la, montre bien que le décret versaillais qui met fin le 13 mars 1871 au moratoire des loyers, alors en vigueur depuis six mois, a probablement joué un rôle important en solidarissant différentes couches sociales. 2

D'ailleurs la Commune, dès sa troisième séance du 29 mars, décrète le rétablissement du moratoire sur les loyers, 3, avant d'ordonner un mois plus tard, le 25 avril 1871, la réquisition des logements inoccupés en faveur des habitants de maisons bombardées par les Versaillais. 4

Les réquisitions de logements vides furent aussi monnaie courante, que ce soit en faveur des habitants de la banlieue réfugiés à Paris lors de l'investissement de la ville par l'armée prussienne, ou encore en faveur des habitants de Paris chassés de chez eux par les bombardements prussiens, ou, plus tard, par ceux de l'armée versaillaise lors du second siège. Les autorités qui prononçaient ces réquisitions étaient la plupart du temps les mairies d'arrondissement. Le 19 mai, une affiche officielle déplorait que les propriétaires et les concierges ne s'empressent guère de signaler aux mairies les locaux vacants... En conséquence, «! les logements, appartements et chambres garnies de meubles, abandonnés, appartenant aux fuyards sont réquisitionnés et mis à la disposition des citoyens dont le mobilier aura été atteint par un obus Versaillais, et cela après enquête.! » Toutefois le simple moratoire du paiement de 3 termes pour les locataires «! ordinaires! » (non bombardés) mis en œuvre par la Commune semblait insuffisant pour les anarchistes. Ainsi dans son fameux livre «! la Conquête du Pain! », l'anarchiste russe Kropotkine dans son chapitre sur le logement en fait-il la critique. Il est aussi le premier à parler de la grève des loyers et de la gratuité du logement :

«! En révolution ou non, il faut au travailleur un abri, un logement. Mais, si mauvais, si insalubre qu'il soit, il y a toujours un propriétaire qui peut vous en expulser. Il est vrai qu'en révolution le propriétaire ne trouvera pas d'huissier ou d'argousins pour jeter vos hardes dans la rue. Mais, qui sait si demain le nouveau gouvernement, tout révolutionnaire qu'il se prétende, ne reconstituera pas la force et ne lancera pas contre vous la meute policière! ! On a bien vu la Commune proclamant la remise des termes dus jusqu'au 11, avril, - mais jusqu'au 1er avril seulement! ! Après quoi il aurait fallu payer, lors même que Paris était sens dessus dessous, que l'industrie chômait, et que le révolutionnaire n'avait pour

toute ressource que ses trente sous! !

Il faut cependant que le travailleur sache qu'en ne payant pas le propriétaire, il ne profite pas seulement d'une désorganisation du pouvoir. Il faut qu'il sache que la gratuité du logement est reconnue en principe et sanctionnée, pour ainsi dire, par l'assentiment populaire! ; que le logement gratuit est un droit, proclamé hautement par le peuple! »

Texte extrait du premier volume de la brochure « LES GRÈVES DE LOYER : ACTION DIRECTE, CONTRE LA VIE CHÈRE POUR UN LOGEMENT DIGNE » Téléchargeable en ligne : [http://cnt-ait.info/2020/04/25/ greve-loyers/](http://cnt-ait.info/2020/04/25 greve-loyers/)

Pour recevoir les version papiers s'adresser à contact@cnt-ait.info ou écrire au journal.

1- Manuel Castells, *The city and the grassroots. A cross-cultural theory of urban social movements*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1983, p.23.

2- Gaillard, Jeanne, *Paris, la ville (1852-1870)*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.118.

3- Guernand, Roger-Henri, *Propriétaires et locataires...*, op.cit., pp.171-172. Il s'agit bien d'une remise et non d'une prolongation du moratoire, comme il l'a parfois été écrit.

4- Il s'agit donc de la première réquisition publique pour loger des civils dont on ait connaissance.



DYNAMITONS LE SACRE-CŒUR !

Le cadavre est à terre mais l'idée est debout — Alors que l'on parle dans les milieux du Pouvoir de classer le Sacré Coeur au titre des Monuments historiques, nos archéologues militants ont exhumé un texte que nous avons diffusé pour les journées du patrimoine de 2002 mais qui garde toute son actualité

LA BASILIQUE DU SACRE COEUR

L'église du Sacré Coeur est un condensé de toute la superstition et l'opposition à la laïcité exercées par la chrétienté. C'est d'abord, en entrant à gauche, une plaque commémorative qui témoigne d'une action divine: dans la nuit du 20 au 21 avril 1944 treize bombes éclatèrent dans les parages sans faire de victime. Une protection divine à n'en pas douter: la plaque atteste là d'une «intervention manifeste de la providence». Il n'est pas écrit pourquoi en cette période agitée de l'Histoire, «Dieu» choisit de procurer ses bienfaits à une église parisienne plutôt qu'aux millions de juifs enfermés et exterminés dans les camps nazis ... — Plus loin, du côté gauche de la nef, une plaque affiche avec fierté la déclaration d'utilité publique, par l'Assemblée Nationale le 24 juillet 1873. Ce fut l'acte de naissance de la basilique actuelle construite en réaction à la Commune de Paris de 1871. Sachant que le mouvement avait été réprimé dans le sang par Thiers, il est en fait peu surprenant que l'Etat ait poursuivi son oeuvre par la construction à ses frais d'une église dans le 18ème arrondissement.

L'épisode de la Commune n'est à aucun endroit mentionné dans l'Eglise alors qu'il est l'événement moteur de sa construction. Seul le texte du voeu national au Sacré Coeur, adopté en 1872, du côté droit de la nef, y réfère de façon insidieuse:

LE VOEU NATIONAL DU SACRE-COEUR ET SA SIGNIFICATION

[Chaque phrase du voeu ci-dessous est accompagnée de sa «traduction», pour remettre ce texte dans son contexte]

En présence des malheurs qui désolent la France et des malheurs plus grands peut-être qui la menacent encore.

[Traduction: Pour expier les crimes de la Commune et prévenir de nouveaux troubles anticléricaux]

En présence des attentats sacrilèges commis à Rome contre les droits de l'église et du Saint siège, et contre la personne sacrée du vicaire de Jésus Christ.

[Trad.: Pour protester contre la suppression des États Pontificaux à Rome.]

Nous nous humilions devant Dieu, et réunissant dans notre amour l'Eglise et notre patrie, nous reconnaissons que nous avons été coupables et justement châtiés.

[Trad.: Nous courbons l'échine pour attirer à nous les naïfs et les serviles.]

Et pour faire amende honorable de nos pêchés et obtenir de l'infinie miséricorde du Sacré Coeur de Notre Seigneur Jésus Christ le pardon de nos fautes, ainsi que les secours extraordinaires qui



peuvent seuls délivrer le Souverain Pontife de sa captivité et faire cesser les malheurs de la France nous promettons de contribuer à l'érection à Paris, d'un sanctuaire dédié au Sacré Coeur de Jésus.

[Trad.: Et pour faire oublier nos innombrables fautes et crimes devant l'Humanité et obtenir l'amnésie de la société, la restauration des privilèges de l'Eglise au Vatican par la chute du gouvernement italien et tuer définitivement l'esprit révolutionnaire français, nous comptons fermement que l'Assemblée Nationale finance notre église où nous pourrons à loisir poursuivre notre action anti-révolutionnaire.]

QU'EST-CE QUE LE PATRIMOINE?

En ces temps de célébration, inutile et couteuse, du patrimoine (au sens strict l'héritage du père, notion bourgeoise s'il en est) il est utile de rappeler que nombre de monuments construits avec l'argent public se sont édifiés sur les dépouilles des ouvriers qui les ont construits. On peut citer le cas des sans-papiers ou des innombrables sans-abris qui dorment sur les trottoirs de toutes les grandes métropoles, de Tokyo à Paris, de Abu Dabi à Pékin, en passant par New York ou Moscou, et qui sont - ironie cruelle du sort - souvent les anciens ouvriers qui ont construits les tours et buildings où ils sont aujourd' hui indésirables. Surement n'ont-ils jamais reçu le salaire nécessaire pour avoir la chance de se loger? «Vous avez faim?» disait hier le maire de Paris à une délégation d'ouvriers venus lui demander audience. «Et bien mangez-vous les uns les autres!»

DYNAMITONS LE SACRE-COEUR!

CNT-AIT Paris

<http://cnt-ait.info/2021/03/21/sacre-coeur>

Célébration des 150 ans de la Commune de Paris à Karachi (Pakistan)

La Commune de Paris, dont nous célébrons les 150 ans cette année, est une référence de l'Histoire universelle de l'Humanité, qui continue d'inspirer les Révolutionnaires de tous les pays et dans toutes les langues !

Ainsi, le 11 avril dernier à Karachi (capitale économique du Pakistan), alors que les islamistes appelaient à massacrer les mécréants athées français, la mémoire de la Commune de Paris était célébrée publiquement pour la première fois dans ce pays par nos compagnons anarchosyndicalistes du Workers Solidarity Initiative (WSI – AIT), avec un rassemblement devant le Club de la presse de Karachi. Après un rappel de la Commune et de ses avancées, dont la séparation de la religion et de l'Etat, un gâteau de l'amitié a été partagé entre les présents qui ont ensuite chanté en chœurs de chants révolutionnaires inspirés de la Commune.



Réduire sa vie ou réduire le travail ?

Une réflexion de nos compagnons du groupe d'Edinburgh de Solfed-AIT, la section de l'AIT en Grande-Bretagne :

Les applaudissements ont été très « appréciés » par les travailleurs du Service public de santé (NHS) ; cela donne [au gouvernement] des idées de récompenses : un supplément de service quotidien; un taux horaire augmenté; voire même une médaille pour avoir travaillé pendant la pandémie.

Beaucoup d'entre nous dans le Service public de santé travaillons par roulement – jour et nuit – tout au long de l'année. Ce n'est pas seulement un virus qui nous tue, notre travail par roulement aussi.

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré en 2007 que le travail par roulement est probablement cancérigène (Straif et al 2007 # 1). Des études telles que Gu et al (2015 # 2) nous ont montré que le travail par roulement, en particulier la nuit, augmente nos risques de maladies cardio-vasculaires, de problèmes de santé mentale, de diminution de l'immunité, de cancer et, finalement, de mortalité.

Plutôt que de travailler en laissant filer notre vie pour une compensation financière minimale, ne préférons-nous pas que notre vie nous soit rendue? Trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée: une semaine de travail réduite sans être pénalisé financièrement.

La pénurie de personnel est toujours un problème avec le NHS. Nous permettre de reprendre plus de notre vie pourrait aider à atténuer cela. Pour couvrir les besoins d'un NHS déjà en sous-effectif, nous pouvons fournir aux chômeurs des emplois et une formation dans de nombreux domaines différents.

La santé publique était déjà en crise avant la pandémie de Covid-19. Notre capacité à fournir des services ne répondant pas à la demande de notre société et aux besoins de nos patients. Nous devons investir dans notre personnel de santé ainsi que dans notre infrastructure de soins de santé. Ces améliorations devraient être pour tout le monde et accessibles à tous. Cela stimule notre économie et notre objectif d'emplois. Les emplois sont disponibles pour beaucoup: services ambulanciers, ingénieurs, porteurs, cuisiniers, scientifiques,

travailleurs de soutien, techniciens, spécialistes, médecins, infirmières, praticiens en santé mentale, nettoyeurs, réceptionnistes, pharmaciens, administrateurs, chauffeurs, approvisionnement, constructeurs, maintenance, innovateurs, programmeurs pour n'en citer que quelques-uns.

Les soins de santé touchent tous les domaines de la vie (personnel, travail, logement, éducation, alimentation). Nous devons aspirer à créer le meilleur système de santé possible. Nous devrions baser ce système de santé sur l'entraide et la coopération entre les services de santé publique et entre les différents pays.

Nous vivons et travaillons à travers des temps sans précédent. Les risques sont élevés maintenant, mais ils étaient déjà élevés avant la pandémie. Ne négociez pas avec nos vies et travaillons moins sans compromis.

Quelques articles scientifiques médicaux sur le sujet :

– Straif, Kurt, Robert Baan, Yann Grosse, Béatrice Secretan, Fatima El Ghissassi, Véronique Bouvard, Andrea Altieri, Lamia Benbrahim-Tallaa, Vincent Coglianò, and WHO International Agency For Research on Cancer Monograph Working Group. 2007. « Carcinogenicity of Shift-Work, Painting, and Fire-Fighting. » *Lancet Oncology*, the 8 (12): 1065-1066.

– Gu, Fangyi, MD, ScD, Jiali Han PhD, Francine Laden ScD, An Pan PhD, Neil E. Caporaso MD,

Stampfer, Meir J., MD, DrPH, Kawachi, Ichiro, MD, PhD, et al. 2015. « Total and Cause-Specific Mortality of U.S. Nurses Working Rotating Night Shifts. » *American Journal of Preventive Medicine* 48 (3): 241-252.

Lire en ligne cet article : <http://cnt-ait.info/2021/02/01/reduire-sa-vie/>

Original : <http://www.solfed.org.uk/edinburgh/reduced-life-reduced-work-the-worklife-balance>

LA FACE CACHEE DU JAPON : LES TRAVAILLEURS JOURNALIERS DE SANYA ...

Le Japon est un pays riche et industrialisé, comme les pays européens. Pourtant il existe une face sombre, de misère sociale, que la crise du Corona a rendu encore plus aigu, et qui va s'installer dans la durée. Préfiguration de ce qui nous attends aussi demain ici aussi ?

Le quartier de Sanya, à Tokyo, a toujours eu une connotation négative dans la conscience de la population japonaise.

A l'époque Edo (1600-1868), c'était là que se déroulaient les exécutions capitales, là aussi qu'avaient été relégués tous les travailleurs exerçant les métiers liés au sang et aux cadavres d'animaux (boucherie, tannerie, maroquinerie). Les religieux bouddhistes avaient déclaré le lieu indésirable. Son destin fut de rassembler les pauvres et tous ceux qui ne trouvaient pas leur place dans la société japonaises, les exclus du rêve économique japonais. Situé au nord-est de Tokyo, Sanya est à quelques stations de Ginza, le quartier des affaires et du luxe à l'occidentale de la capitale. On quitte le monde familier de la ville pour entrer dans un lieu triste où Tokyo semble se terminer. L'impression générale est bien celle du vide ! : il n'y a pas d'enseignes lumineuses, pas de banques, beaucoup de magasins ont fermé... Le contraste entre l'activité frénétique du reste de la ville et la violente inertie de Sanya est frappant. Les grands axes portent à croire que l'endroit a été déserté. Mais très vite apparaissent des silhouettes, et il faut se glisser dans les petites ruelles pour y trouver des groupes d'hommes assis par terre, en train de boire, de jouer

aux cartes, de parier... On découvre alors toute une vie sociale ! : des petites échoppes, des salles de pachinko ! (jeu d'argent), des bars, des magasins spécialisés dans le matériel ouvrier... Sans doute au regard de Tokyo cette vie sociale semble-t-elle «! au ralenti ! », mais elle existe. Sanya est une micro-société, «! un autre monde ! » dans Tokyo. La plupart des japonais ignorent l'existence même de ce quartier et de ces travailleurs et ils préfèrent ne pas le voir, ni ses habitants si loin des standards japonais.1

Aujourd'hui, c'est le quartier des travailleurs journaliers (yoseba), qui travaillent essentiellement dans la construction et dans les restaurants. Les travailleurs journaliers sont une main d'œuvre souvent mal payée et très précaire. Ils sont logés dans des chambres d'hôtels très bon marché (doya). Ils sont quasi exclusivement masculins, célibataires, et sont souvent âgés, proche de la soixante. Après avoir été le moteur de l'enrichissement du Japon des années 70-90 (dans les années 90, les 3 personnes les plus riches sur terre étaient des promoteurs immobiliers japonais ...), depuis l'effondrement de la bulle spéculative et la « décennie perdue » (1990-

2000) les travailleurs journaliers sont aujourd'hui les « inadaptés » et les « laissés pour compte » du modèle Japonais.

La grande majorité des travailleurs journaliers sont exclus du système d'assurance maladie et de retraite de l'État, qui exige le versement de cotisations importantes pendant toute la vie active, ce qui est impossible quand vous êtes employés à la journée. Avec la récession économique, aggravée par le Corona, les travailleurs journaliers perdent toute chance de trouver du travail. Sans logement fixe ni assurance chômage, les liens avec leur famille étant souvent coupés, l'arrêt du travail journalier signifie le plus souvent la vie à la rue. Mais cette fatalité ne dépend pas uniquement des récessions économiques. Tout travailleur journalier est en théorie un sans-abri «! cyclique ! » : il suffit de deux jours sans travail pour qu'il ne soit plus en mesure de payer sa nuit dans une doya. C'est pour cela qu'au Japon, tous les SDF se considèrent comme des travailleurs.

C'est cette réalité de la vie du travailleur journalier que sous-entend l'expression abure jigoku, ou «! l'enfer du chômage ! ».

Avec la crise économique sans fin que traverse le Japon depuis 20 ans, il est de plus en plus difficile pour les travailleurs journaliers de trouver du travail. Nombreux sont devenus des sans domicile fixes. La situation a encore empiré avec la crise du Covid, l'économie du Japon ayant chuté de 28% en un an. Les sans-domiciles fixes sont abandonnés par les systèmes sociaux. De plus, dans la perspective des jeux olympiques, le quartier est en pleine gentrification, de

nombreux travailleurs journaliers ou SDF sont expulsés et chassés du quartier par les promoteurs.

Au Japon, sans travail, pas d'assurance maladie. Ainsi, les journaliers qui ne peuvent plus travailler même un tout petit peu pour subvenir à leurs besoins doivent se retourner vers l'assistance sociale. Elle est dispensée par le Johoku Welfare center, qui dépend de l'Agglomération de Tokyo et qui est une structure bureaucratique plutôt destinée à décourager les travailleurs et à les chasser de la ville.

A Tokyo comme dans toutes les grandes villes du Japon (à l'exception de Yokohama, où les travailleurs sociaux sont recrutés par un concours spécifique), tous les fonctionnaires municipaux, quel que soit leur futur emploi, sont recrutés selon le même concours. Un petit nombre sont alors envoyés dans le secteur social, sans qu'on leur demande leur opinion, que cela leur plaise ou pas. Pour la plupart, ça ne leur plaît pas. : il s'agit d'un poste de faible prestige social. Donc quand un travailleur journalier se présente au Foyer, il y a de fortes chances qu'il soit reçu par un travailleur social qui voudrait avoir une autre fonction. La grande marge de décision



laissé au travailleur social fait peser sur lui une énorme responsabilité, d'autant plus qu'il s'agit souvent d'un jeune travailleur social (ils ne restent pas plus de 3 à 5 ans en général). Ils sont amenés à prendre des décisions éthiques souvent impossibles, du fait de l'absence de moyens. Cette absence de moyens est délibérée : le Centre social de Johoku n'est là que pour dispenser une aide temporaire aux travailleurs dans le besoin. Ainsi par exemple le centre dispose de 60 lits, mais un travailleur ne peut pas rester deux nuits de suite, il doit partir après la première nuit¹. Après 30 ans de récession, les moyens ont encore plus diminués et tout est organisé pour restreindre les droits des travailleurs et de SDF, alors que leur nombre a considérablement augmenté. Ainsi les Centre médical et les services du Foyer – qui auparavant étaient accessibles à tout le monde – ont d'abord été réservés aux travailleurs qui pouvaient prouver qu'ils résidaient dans le quartier, en montrant leur facture d'hôtel. Avec le Corona, le Foyer exige maintenant qu'en plus de la preuve de la résidence le travailleur démontre qu'il a un travail pour pouvoir accéder aux services de santé ou autre.

C'est pour faire face à cette bureaucratie et pouvoir reprendre le contrôle de leur vie que des travailleurs journaliers et des SDF ont créé, avec le soutien de militants des droits des travailleurs, l'Association de San'ya pour les droits sociaux de travailleurs journaliers. Il s'agit d'une organisation autonome de travailleurs, basée à la Maison des travailleurs de Sanya (Sanya Workers Welfare center), qui organise un service d'aide juridique et médicale par les travailleurs, des distributions régulières de soupes populaires et de produits de première nécessité, et qui lutte pour obtenir les droits et la dignité pour les travailleurs journaliers. Ils organisent des rassemblements et des occupations devant le centre social officiel du Johoku Welfare Center, pour dénoncer leur politique de discrimination contre les SDF, et exiger l'accès aux soins gratuits pour tous dans la clinique du centre.

L'expansion des infections corona est grave et l'effondrement

médical est une réalité. La fermeture estivale du Centre d'aide sociale du travail de Tokyo Johoku, Déjà au mois d'avril 2020, la suspension temporaire des mesures sans mesures alternatives ont exclus les travailleurs SDF de toutes les prestations. Cela a entraîné des morts de certains SDF. Et le gouvernement parle de répéter ces mesures en 2021.

Le Collectif organise régulièrement des soupes populaires, des distributions de vêtements chauds. Il lutte aussi pour que la Clinique médicale du Foyer de Travailleurs accepte toute les personnes, sans conditions de ressource ni de résidence. En effet, Bien que le Johoku labor Welfare Center est un centre d'assistance sociale de la ville de Tokyo, ils se sont arrangés pour exclure des soins médicaux les sans domiciles fixes : seuls les résidents qui peuvent démontré avoir un logement (doya) dans le quartier et disposant d'une carte « travailleur » ont désormais accès au service médical, ceux qui ne disposent que d'une carte « résident » (ou pas de carte du tout) sont désormais exclus du service de soin et de santé. Ils luttent également contre l'éviction des camps de SDF, qui s'est intensifiée avec la préparation des Jeux Olympiques.

1- Pour donner un exemple, le nom même du quartier Sanya a été effacé des cartes de Tokyo depuis les années 50. Un autre exemple dans le domaine médical : la clinique du Johoku Welfare Center à elle seule recensait plus de 100 cas de poux de corps chaque année. Ce nombre est supérieur au nombre total de patients atteints de poux de corps dans tout le Japon signalés dans les statistiques épidémiologiques du Ministère de la Santé et du Bien-être social ! Mais la déclaration des cas de poux de corps par les centres sociaux n'est pas obligatoire. Ainsi, les cas de Sanya disparaissent des statistiques et le Japon reste ce pays propre et sain qu'il est censé être ... Body lice recurrence among homeless people in Tokyo, January 2003 Medical Entomology and Zoology 54(1):81-87

2- Sanya street life under the Heisei recession. T Gill. Japan Quarterly 41 (3), 270-86, 1994

Brochures CNT-AIT

Si vous voulez nous apporter votre soutien, et que vous voulez en savoir plus sur nos positions.

Nous vous proposons nos brochures qui sont en vente, pour seulement 2 Euros/port compris. A l'adresse de notre journal.

- *La lutte c'est pas du cinéma : dans les entreprises culturelles, des patrons comme les autres...*
- *Gilet Jaunes : 1 an de mouvement*
- *Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !*

Tome 1 : de Ravachol à Mila

Tome 2 : En Asie non plus

- *Technique de lutte*
- *Grève des loyers : action directe contre la vie chère*
- *Anarchistes pas républicains, les Anarchosindicalistes et la résistance*

Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis

Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal

